

# La culture fédérale frappée, comme jamais

**L'ampleur des économies imposées  
au secteur culturel fédéral menace  
sa survie même.**

**Les grands musées, la Monnaie,  
Bozar, etc. devront économiser jusqu'à  
30 % de leurs subsides !**

## Jouer un quatuor avec trois instruments !

Analyse **Guy Duplat**

**U**n vrai coup de bambou. On savait déjà, à lire la déclaration gouvernementale, que le ver était dans le fruit, mais à ce point ! C'est toute la culture restée fédérale – La Monnaie, l'ONB, Bozar – ainsi que ceux qu'on appelle les établissements scientifiques fédéraux (ESF) – les grands musées, le Muséum des sciences naturelles, l'Irpa, la Bibliothèque royale, les Archives du royaume, etc. – qui vont subir des baisses de subsides de 15 à 30 %, du jamais vu. Et intenable, selon les intéressés.

Dès que l'accord gouvernemental fut connu, nous écrivions que Belspo, le service de la Politique scientifique qui fédère les ESF et fournit des services communs d'appoint aux ESF, serait purement et simplement supprimé. Les ESF auront une plus grande autonomie mais devront faire des économies d'échelles "indispensables", entre autres par des synergies nationales ou internationales. Pour le biculturel, le gouvernement annonçait qu'il étudiait une étroite collaboration entre l'ONB et la Monnaie (on parle même d'une fusion future). Si on ne parle pas (encore) de communautariser les musées, une grande porte était ouverte, car on lit dans l'accord que "la possibilité d'échange des collections d'arts entre l'Etat fédéral et les entités fédérées sera examinée". Plusieurs ouvertures sont donc entrouvertes, au nom des économies à faire, vers une intervention plus grande des Communautés dans la culture fédérale voire vers un démantèlement

progressif de ces grandes institutions culturelles restées fédérales. Une perspective d'autant plus possible que c'est une secrétaire d'Etat N-VA, Elke Sleurs, qui a maintenant la tutelle sur les ESF, sous la tutelle, elle-même, du ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA) et que c'est Jan

Jambon, vice-Premier ministre N-VA, qui a la charge de la Régie des bâtiments, indispensable pour l'entretien et la rénovation de nos musées et autres ESF (ce sont les plus gros clients de la Régie). Didier Reyniers (MR) ayant la tutelle sur les grands établissements biculturels fédéraux (ONB, Bozar et Monnaie).

### Black-out culturel

Mais l'essentiel était encore caché, décidé sans aucune concertation, sans souci du timing, et a été annoncé aux intéressés lundi seulement et révélé mercredi par un texte de Peter De Caluwe, le directeur de la Monnaie.

Les mesures générales, linéaires, aveugles, demandées aux autres administrations fédérales s'appliqueront de la même manière aux institutions culturelles et scientifiques fédérales. Pour la Monnaie: économie dès 2005 de 4 % sur les dépenses de personnel et de 20 % sur les frais de fonctionnement, et ensuite les diminutions successives de 2 % par an conduisent à une baisse du subside accordé à la Monnaie de 16,5 %

à la fin de la législature, soit 6,5 millions d'euros.

Pour la Bibliothèque royale: 4 % d'économies sur le personnel en 2015, 2 % encore en 2016, 2 % en 2017, 2 % en 2018 et 2 % toujours en 2019. Soit un total de 12 %. Pour les frais de fonctionnement: c'est 20 % de moins en 2015 et ensuite 2 % de moins chaque année, soit un total de 28 %. En investissements: ce sera une baisse de 22 % en 2015 et 3 % ensuite chaque année, soit au total de la législature, -34 %. Et idem pour Bozar, les grands musées, etc.

Or, une institution culturelle n'est pas une administration comme les autres. Elles produisent des spectacles, concerts, ex-

pos, qui rapportent argent et notoriété. Les économies imposées à ce niveau risquent de "casser l'outil". Les économies d'échelle ne sont pas possibles. On ne peut jouer un quatuor à cordes avec trois instruments. On ne peut économiser dans un musée qu'en supprimant des expos, fermant le service éducatif ou fermant des salles.

Peter De Caluwe parle de risque de "black-out culturel" et d'un projet "plus idéologique qu'économique". Michel Draguet, directeur du musée des Beaux-Arts, parle de "tomber dans une modernité barbare sans plus de culture et de science". Philippe Mettens patron de Belspo, parle d'un "saccage".

**Une partie de la N-VA**

Derrière ces menaces se profile celle d'une communautarisation larvée (rêvée par une partie de la N-VA) et d'un appauvrissement du Bruxelles culturel. Chaque fois que la N-VA est au pouvoir, que ce soit à Anvers, ou au gouverne-

ment flamand, le budget de la culture est tout particulièrement visé. A Anvers, des grandes institutions comme le Singel et le Toneelhuis ont dû subir des baisses de la part de la Ville et au niveau régional, toutes les institutions de théâtre et de danse ont eu 7,5% de baisse de subsides pour 2015.

Le ministre de tutelle des institutions

culturelles fédérales, Didier Reynders, s'est contenté de répondre en marge de sa mission en Colombie: *"Je ne souhaite pas réagir ici en mission, je ne le fais jamais. Je réagis toujours après avoir rencontré les gens et des rencontres sont prévues avec les représentants des institutions concernées la semaine prochaine."*

De même qu'Elke Sleurs qui préfère aussi attendre encore.

## Les économies imposées à ce niveau risquent de "casser l'outil".

### À Savoir

**Qui?** Lors de la communautarisation de la Culture, on a laissé au fédéral de grandes institutions biculturelles (Bozar, ONB, La Monnaie) et dix établissements scientifiques fédéraux (ESF): Archives de l'Etat, Bibliothèque royale, Institut d'aéronomie spatiale, Institut royal des sciences naturelles, Irpa, musée de l'Afrique centrale, musées royaux d'Art et d'histoire, musées royaux des Beaux-Arts, Observatoire royal de Belgique.

**Que pèsent-ils?** Bozar, Monnaie et ONB attirent chaque année 1,5 million de visiteurs pour un investissement de l'Etat de 60 millions d'euros. Les ESF accueillent 1,3 million de personnes par an. Le patrimoine de nos musées est estimé à 6,2 milliards d'euros. Et les dix ESF emploient 2600 personnes.

## De Caluwe: "Veut-on encore une maison d'opéra fédérale?"

Charly Herscovici, président de la Fondation Magritte, à la base du nouveau musée Magritte, est frappé par le "déclin" chez nous, il réagissait mercredi, dans "La Libre", en mettant en garde contre le désinvestissement culturel. "Si l'Etat ne soutient plus suffisamment ses musées, rien ne dit que le musée Magritte soit là pour toujours. Les collectionneurs privés qui sont à la base du projet pourraient décider de retirer leurs prêts et le beau rêve du musée finirait. On a bien déjà fermé le musée d'Art moderne."

Peter De Caluwe explique qu'au-delà de 10% d'économies, il faut repenser toute l'institution et on sera bien au-delà. Même aux Pays-Bas, où les économies furent terribles, les grandes institutions furent épargnées, mais pas chez nous. Cela aura inévitablement des conséquences sur la programmation. Peter De Caluwe pose la question: "Quel dirigeant d'entreprise qui se respecte se résignerait en se disant que de toute façon, tout le monde doit faire des économies? Est-ce que notre pays veut encore une maison d'opéra fédérale? Plus largement, est-ce que nous voulons donner un avenir à des institutions fédérales bruxelloises qui ont un impact direct pour l'image de notre Etat fédéral et nos communautés, et pour notre renommée au niveau européen?"

Guido Gryseels, le directeur du musée d'Afrique centrale à Tervuren, est net: "Pour les ESF, c'est encore pire qu'à la Monnaie."

Patrick Lefèvre qui dirige la Bibliothèque royale n'est pas en reste: "Rien que pour 2015, poursuit Patrick Lefèvre, la Bibliothèque royale devra fonctionner avec 1,1 million de moins et les Archives générales du royaume avec 750 000 euros de moins. Concrètement, vu que nous avons dû déjà, réaliser toutes les économies possibles en 2013 et vu que nos moyens sont en bonne partie directement mangés par des frais incontournables et souvent croissants (par exemple, les frais d'énergie dans des bâtiments vétustes sans isolation) notre marge de manœuvre est quasi inexistante et cela veut dire que notre seul moyen pour encore économiser, sera de couper dans nos abonnements, dans nos périodiques étrangers, de ne plus acheter qu'un nombre très réduit de livres étrangers et à ne plus faire aucun achat en antiquariat de livres belges anciens. Bref, on en sera réduit à toucher à notre activité de base. C'est catastrophique et irresponsable. Ainsi, arrêter un abonnement à une revue, qui est parfois souscrit depuis plusieurs décennies et dont nous sommes les seuls à assurer un exemplaire en Belgique."

G.Dt

## Draguet: "Mise à mort, à coups d'anesthésiants"

Même son de cloche chez Michel Draguet, directeur du musée des Beaux-Arts. "Depuis 3 ans, on perd déjà au fédéral 11% de notre budget, ce qui signifie qu'on n'a plus de réserves. Jusqu'à présent, la majorité des économies faites en 2013 et 2014 ont été réalisées en puisant dans les réserves pour investissements. Mais en 2015, ce modus operandi n'est plus possible. A cela s'ajoute la perte des aides que nous donnait Belspo et on nous prive de ses services d'appui. En économies, on sera au-delà de 30%. L'autonomie accouplée à un assèchement des moyens signifie en fait une mise à mort. Pas à la hache, juste à coups d'anesthésiants."

Philippe Mettens, le président de Belspo, la politique scientifique, est très net: "Nous avons appris les économies décidées lundi dernier. Je n'ai pas encore rencontré la ministre de tutelle."

On va laisser chaque établissement seul face aux économies et aux éventuelles volontés de communau-

tarisation. C'est la programmation d'une asphyxie, c'est un saccage. Déjà on supprime purement et simplement Belspo en oubliant que ce sont des programmes de recherche importants et des moyens de mieux coordonner l'appui aux ESF. Je confirme bien que chaque institution aura sur la législature 12% de moins pour le personnel, 30% de moins pour les investissements et 20% de moins pour les frais de fonctionnement. Avec les mesures qu'on a déjà dû prendre sous le gouvernement Di Rupo, ce sera 25% de moins au total. Et j'entends les directeurs demander déjà à la ministre de tutelle: "Dites-nous comment faire. Faut-il supprimer les services éducatifs? Fermer les musées certains jours? Fermer certaines salles?"

Paul Dujardin, le patron du palais des Beaux-Arts, explique que c'est encore plus grave chez lui: "Mais je suis habitué à ce type de stratégie, nous avons toujours dû nous battre."

G.Dt